

Table des matières

Introduction historique et thématique	7
<i>Alain-Charles VAN GYSEL</i>	
Section 1. Pourquoi le contentieux familial?	7
§ 1. Définition et particularité	7
§ 2. Une juridiction particulière : le Tribunal de la Famille et de la Jeunesse	7
Section 2. La genèse du Tribunal de la Famille et de la Jeunesse et du «Yalta» de 2011	8
§ 1. Une situation anarchique	8
§ 2. La reprise d'une idée ancienne par l'Unité de droit familial de l'ULB	11
§ 3. Le processus politique de création d'un Tribunal de la Famille	13
Section 3. Le juge de paix, juge naturel des personnes incapables d'exercice	15
§ 1. Le juge de paix et les personnes incapables d'exercice	15
§ 2. L'unification parallèle du statut des personnes majeures vulnérables	17

Première partie

Le Tribunal de la Famille

Chapitre I. Structure et principes directeurs du Tribunal de la Famille et de la Jeunesse	21
<i>Alain-Charles VAN GYSEL et Isabelle SCHYNS</i>	
Section 1. Structure du Tribunal de la Famille et de la Jeunesse	21
§ 1. Les poupées russes	21
§ 2. Le Tribunal de la Jeunesse : exposé succinct	22
Section 2. Unification des compétences matérielles	27
§ 1. Le Tribunal de la Famille, juridiction familiale de droit commun	27
§ 2. Exceptions	27
Section 3. Unification de la procédure	28
§ 1. Création d'un droit judiciaire familial	28
§ 2. Corpus du droit judiciaire familial	29

Section 4. Les trois couches de règles procédurales	30
§ 1. Les trois couches de règles	30
§ 2. Hiérarchie des couches de règles : <i>lex specialis derogat generalia</i>	31
Section 5. Une famille – un dossier – un juge : unicité et polyphonie	32
§ 1. Le principe « une famille – un dossier – un juge »	32
A. Une famille	33
B. Un dossier	33
C. Un juge	36
§ 2. Avantages et inconvénients	37
§ 3. Impartialité objective et subjective	38
Section 6. Formation des juges et du Parquet, rôle multiple de ce dernier	41
§ 1. La formation des magistrats	41
§ 2. Le rôle multiple du Parquet	42
Chapitre II. La compétence	45
<i>Jim SAUVAGE</i>	
Section 1. Compétence matérielle	45
§ 1. Philosophie	45
§ 2. L'article 572 <i>bis</i> du Code judiciaire	45
§ 3. L'abandon des concubins ?	52
§ 4. Référé familial	54
§ 5. Juridiction d'appel	55
Section 2. Compétence territoriale	55
§ 1. Philosophie	55
§ 2. Règles de compétence en cascade	56
§ 3. Le renvoi	61
§ 4. Compétence d'ordre public ou impérative	64
§ 5. Le référé familial	65
Section 3. Litispendance et connexité	65
Section 4. Compétence personnelle : une famille – un dossier – un juge	66
§ 1. Principe	66
§ 2. Une famille	67
§ 3. Un dossier	67
§ 4. Un juge	68

Chapitre III. L'introduction de la procédure devant le Tribunal de la Famille	69
<i>Alain-Charles VAN GYSEL et Jim SAUVAGE</i>	
Section 1. Les modes d'introduction de la procédure	69
§ 1. Question complexe	69
§ 2. Mode d'introduction	69
§ 3. Lien d'instance et saisine permanente	71
§ 4. Délai de comparution	75
§ 5. Appel et lien d'instance	78
Section 2. L'audience d'introduction	79
§ 1. Préalable d'information et présence personnelle des parties	79
§ 2. Les diverses voies	80
Chapitre IV. L'instruction de la cause	83
<i>Alain-Charles VAN GYSEL et Isabelle SCHYNS</i>	
Section 1. L'urgence et les mesures provisoires	83
§ 1. La réforme, une nécessité urgente	83
§ 2. Le Tribunal de la Famille, juge de l'urgence et du provisoire en matière familiale	84
§ 3. Distinction du provisoire et des urgences	84
A. Le provisoire	85
B. Les trois types d'urgence	92
§ 4. Extension possible du traitement « comme en référé » à d'autres demandes	97
§ 5. Cumul de l'urgence présumée et de l'urgence invoquée : la controverse	98
Section 2. Le calendrier d'instruction de la cause	103
§ 1. Procédure « ordinaire » ou urgente	103
§ 2. Forme des conclusions	104
Section 3. Les moyens d'information du juge	105
§ 1. Le dossier des parties	105
§ 2. Moyens d'investigation complémentaires	106
§ 3. Moyens d'investigation « familiaux »	107
Section 4. La comparution personnelle des parties	107
§ 1. Le système de la comparution personnelle	107
§ 2. Historique de la comparution personnelle	109
A. Avant la loi du 30 juillet 2013	109

B. La loi du 30 juillet 2013	111
C. Après la loi du 30 juillet 2013?	112
Section 5. L'enfant et le Tribunal de la Famille	114
§ 1. La problématique	114
§ 2. L'audition du mineur : droit de l'enfant et mesure d'investigation du juge	115
§ 3. Les (autres) moyens d'investigation du Tribunal de la Famille	121
§ 4. Le rôle du Parquet concernant le mineur	122
Section 6. Les plaidoiries	123
§ 1. Le droit à plaider	123
§ 2. Audience publique <i>versus</i> chambre du conseil	124
Chapitre V. Le jugement et son exécution	127
<i>Alain-Charles VAN GYSEL</i>	
Section 1. Le jugement	127
Section 2. L'autorité de la chose jugée, les éléments nouveaux et la saisine permanente	128
§ 1. Le principe de l'autorité de la chose jugée	128
§ 2. Champ de l'autorité de la chose jugée <i>rebus sic stantibus</i>	129
§ 3. La notion d'élément nouveau	130
§ 4. La saisine permanente	131
§ 5. Le mode de « re-saisine » et retour rapide devant le juge	133
Section 3. L'exécution du jugement	134
§ 1. Caractère exécutoire	134
§ 2. Exécution par provision	135
§ 3. Réformation de la décision provisoirement exécutée	137
§ 4. Modes d'exécution en matière alimentaire	138
Chapitre VI. Les recours	141
<i>Jim SAUVAGE</i>	
Section 1. Appel	141
§ 1. Conditions et juridiction compétente	141
§ 2. Exception : l'appel immédiat des jugements de compétence et des mesures avant dire droit	142
§ 3. Effets	144
Section 2. Opposition	146

§ 1. Conditions et juridiction compétente	146
§ 2. Effets	147
Section 3. Autres recours	148
Chapitre VII. Chambre de règlement à l'amiable et autres modes amiables de règlement des conflits	149
<i>Nathalie UYTENDAELE</i>	
Section 1. La chambre de règlement à l'amiable	149
§ 1. Liminaire – Volonté du législateur et devoir d'information	149
§ 2. Le rôle du juge de la chambre de la famille	150
A. À l'introduction et aux autres audiences	150
B. Aiguillage vers la chambre de règlement à l'amiable ou la médiation familiale	151
§ 3. La chambre de règlement à l'amiable	152
A. Saisine directe ou indirecte	152
B. Fonctionnement	154
§ 4. Conciliation devant les chambres de la famille?	156
§ 5. Les accords	157
A. Procès-verbal et jugement d'accord	157
B. Révision des accords et recours	159
Section 2. Les modes amiables de résolution des conflits	161
§ 1. Liminaire	161
§ 2. Le droit familial collaboratif	162
§ 3. La médiation	163
§ 4. La conciliation	165
§ 5. Perspectives d'avenir	166
Chapitre VIII. De certains contentieux particuliers	169
<i>Alain-Charles VAN GYSEL et Isabelle SCHYNS</i>	
Section 1. Les liquidations-partages devant le Tribunal de la Famille	169
§ 1. Les compétences du juge de paix: scellés, inventaire, séquestre, muets	170
§ 2. Procédure en liquidation-partage: mode d'introduction	171
§ 3. Mesures provisoires et liquidation-partage: la controverse	172
§ 4. Appel: effet dévolutif temporaire et exécution provisoire	178
Section 2. Le divorce pour cause de désunion irrémédiable	179
Section 3. Le divorce par consentement mutuel	183

§ 1. Les conditions du divorce par consentement mutuel : abrogation	183
§ 2. Les conventions préalables	183
§ 3. La procédure : la requête introductive d'instance	186
§ 4. L'avis du ministère public	187
§ 5. La comparution personnelle des parties	187
§ 6. Second avis du parquet, jugement et recours	188
§ 7. L'audition des enfants mineurs	189
Section 4. Les aliments	190
§ 1. Une problématique sensible	190
§ 2. Un mode simple d'introduction devant un juge proche	190
§ 3. Un traitement – en principe – rapide	191
§ 4. Une exécution privilégiée	193
Section 5. L'entente perturbée du couple	203
§ 1. Problématique	203
§ 2. Articles 223 du Code civil et 1280 du Code judiciaire : unification	203
§ 3. Articles 223 du Code civil, 1280 du Code judiciaire et 302/304 du Code civil : caducité partielle	205
§ 4. La procédure : droit commun judiciaire familial et procédures particulières	206
§ 5. Articles 223 et 221 du Code civil : similarité	207
§ 6. Article 1479 du Code civil : la cohabitation légale	207

Deuxième partie

Le juge de paix

Chapitre I. Le juge de paix, juge des incapables d'exercice	213
<i>Thomas VAN HALTEREN</i>	
Chapitre II. Les incapables mineurs	215
<i>Thomas VAN HALTEREN</i>	
Section 1. L'administration légale des biens des mineurs	215
§ 1. Principes	215
§ 2. Actes requérant une autorisation spéciale préalable	217
A. Éléments de procédure	217
B. Liste des actes soumis à autorisation préalable	218
C. Exception : les actions en justice	227

D. Conflits d'intérêts	227
Section 2. La tutelle des mineurs	228
§ 1. Introduction – Principes	228
§ 2. Compétence territoriale et mission du juge de paix	232
§ 3. Ouverture de la tutelle	233
A. Désignation du tuteur	233
B. Désignation du subrogé tuteur	237
C. Formalités préalables : inventaire, fixation du budget et garanties	237
§ 4. Fonctionnement de la tutelle	240
A. Mission du tuteur	240
B. Mission du subrogé tuteur en cours de tutelle	248
C. Rôle du procureur du Roi	249
D. Rôle du pupille	250
§ 5. Dossier, comptes et rapports de tutelle	250
§ 6. Fin de la tutelle	251
§ 7. La tutelle officieuse	253
A. Notion	253
B. Conditions, obligations et effets	253
C. Début et fin de la tutelle officieuse	254
§ 8. La tutelle des mineurs étrangers non accompagnés	255
Section 3. Le mineur émancipé	259
§ 1. Introduction	259
§ 2. Émancipation par décision du tribunal	259
A. Conditions et tribunal compétent	259
B. Personnes pouvant demander l'émancipation judiciaire d'un mineur	260
C. Décision du tribunal et désignation du curateur	260
D. Effets de l'émancipation	261
E. La gestion du patrimoine du mineur émancipé – Intervention du juge de paix	261
F. Révocation de l'émancipation	263
Chapitre III. Les personnes majeures vulnérables	265
<i>Thomas VAN HALTEREN</i>	
Section 1. La protection civile des personnes majeures vulnérables	266
§ 1. Introduction	266

§ 2. La procédure en matière de protection judiciaire	268
A. Juge de paix compétent	268
B. Requérants	270
C. Acte introductif d'instance	271
D. Le certificat médical à joindre à la requête	273
E. Première audience devant le juge de paix	282
F. Saisine du juge de paix en cours de protection	292
G. Rapports de l'administrateur au juge de paix	300
H. Publicité et effets de la mesure de protection judiciaire	306
I. Le dossier administratif	308
J. Fin de la mesure de protection judiciaire	311
§ 3. Intervention du juge de paix en cas de protection extrajudiciaire	312
Section 2. La protection des malades mentaux	315
§ 1. Introduction et principes	315
§ 2. Éléments de procédure	317
A. Requête et certificat médical	317
B. Juge compétent <i>ratione materiae et ratione loci</i>	318
C. Déroulement de la procédure	318
D. Procédure d'urgence	320
E. Déroulement de la phase de mise en observation	321
F. Phase de maintien en traitement en milieu hospitalier – Possibilité de postcure	322
G. Soins en milieu familial	325
H. Voies de recours	326

Troisième partie

Coordination

Loi du 6 juillet 2017 portant simplification, harmonisation, informatisation et modernisation de dispositions de droit civil et de procédure civile ainsi que du notariat, et portant diverses mesures en matière de justice (<i>M.B.</i> , 24 juillet 2017) – Concordance des dispositions qui concernent le droit de la famille	331
<i>Isabelle SCHYNS</i>	